



Commune
de
Maussane les Alpilles

DÉCISION 2022/059

AR Prefecture

013-211300587-20220627-DEC2022059-AR
Reçu le 30/06/2022
Publié le 30/06/2022

Fixation du tarif du kit de jeu « Intrigue dans la ville » à Maussane les Alpilles.

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MAUSSANE LES ALPILLES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

Vu la délibération n° 2020/06/04/35 du Conseil Municipal en sa séance du 04 juin 2020 donnant délégations au Maire d'un certain nombre de ses compétences, notamment l'alinéa 2 ;

Vu l'intérêt de ce support de communication, qui sera commercialisé à l'office de tourisme municipal,

- DÉCIDE -

En exécution des pouvoirs délégués susvisés,

Article 1^{er} : De fixer le tarif de vente du kit de jeu « Intrigue dans la ville » à Maussane les Alpilles à 12€00.

Article 2 : La recette sera imputée au budget de la régie chargée de l'exploitation du camping municipal et de l'Office de Tourisme.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil Municipal.

Article 4 : La présente décision sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Article 5 : Le Directeur Général des Services et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 6 : Monsieur le Maire de Maussane les Alpilles certifie le caractère exécutoire de cette décision par sa publication et par sa transmission pour contrôle de légalité à la sous-préfecture d'Arles le : *30 juin 2022*

Fait à Maussane les Alpilles, le 27 juin 2022

Pour le Maire absent ou empêché,

Marc FUSAT, 1^{er} Adjoint



Délai et voie de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.